

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE de Fresnes en Saulnois

108 rue de Longchamps
75116 Paris 16

Références : FRESNES-EN-SAULNOIS_PE-FRESNES_2022-10-12_RAPVI_FGB_31782
Code AIOT : 0006209319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022 dans l'établissement SEPE de Fresnes en Saulnois implanté Chemin de la Reine 57170 Fresnes en Saulnois. L'inspection a été annoncée le 2 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE Fresnes en Saulnois
- Chemin de la Reine 57170 Fresnes en Saulnois
- Code AIOT : 0006209319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le parc éolien de Fresnes en Saulnois est constitué de 5 éoliennes de 100 mètres de hauteur de mât, 145 mètres de hauteur totale, d'une puissance unitaire de 2,3 MW et d'un poste de livraison électrique. Les aérogénérateurs sont en service depuis 14 janvier 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Elimination des déchets	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Détection incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Détection de glace	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Voie d'accès carrossable	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7	/	Sans objet
2	Mise à la terre	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9	/	Sans objet
3	Norme électrique	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10	/	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12	/	Sans objet
5	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13	/	Sans objet
6	Identification des aérogénérateurs	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14	/	Sans objet
7	Compétence du personnel	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15	/	Sans objet
8	Propreté	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Arrêts d'urgence	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17	/	Sans objet
10	Contrôle des brides de fixation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-I	/	Sans objet
11	Manuel d'entretien	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19	/	Sans objet
13	Consignes de sécurité	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22	/	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24	/	Sans objet
17	Bruit	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 28.I	/	Sans objet
18	Garanties financières	Arrêté ministériel du 26 août 2011, articles 30 et 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs prescriptions réglementaires ne sont pas respectées sur les thématiques élimination des déchets, détection incendie et détection de glace. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter ces prescriptions est joint au présent rapport. L'inspection propose que le contradictoire soit défini selon les modalités proposées par la préfecture de la Moselle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie d'accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les éoliennes sont accessibles par des chemins agricoles entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. L'installation respecte la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Les installations sont mises à la terre, la prescription est vérifiée lors du contrôle périodique électrique des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Norme électrique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables. Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200 dans leur version en vigueur à la date du dépôt de dossier de demande d'autorisation. [...]
Constats : Les installations sont exploitées selon les normes électriques en vigueur NFC 13-100, NFC 13-200, et NCF 15-100.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitation a été mise en service le 14 janvier 2009. Le dernier suivi environnemental du site a été effectué en décembre 2021 et déposé sur la plateforme DEPOBIO le 7 janvier 2022. L'exploitant doit également transmettre les données brutes du suivi environnemental mortalité chiroptères et avifaune de novembre 2020 à la boîte de courrier électronique biodivers.eolien@mnhn.fr.</p> <p>Ce suivi a été réalisé au regard du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur de 2018.</p> <p>L'étude a été transmise à l'inspection le 27 juin 2022. Les investigations ont eu lieu entre les mois de mars et octobre 2021. En ce qui concerne le Milan Royal, un cas de mortalité avait été constaté en 2009. Le suivi conclut à la présence de 3 nids occupés en 2021 situés dans un rayon de 8,8 à 9,4 km du parc. Pour les chiroptères, l'étude conclut à une mortalité annuelle estimée de 3,7 cadavres par éolienne (5 aérogénérateurs sur l'ensemble du parc).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Les aérogénérateurs et le poste de livraison sont fermés à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque éolienne est identifiée par un numéro affiché sur chacun des mâts. Les prescriptions à observer par les tiers (consignes de sécurité, interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur et mises en garde) sont affichées sur chaque porte (aérogénérateurs et poste de livraison).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. [...] La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : La maintenance est effectuée par la société Deutsch Windtechnik. L'exploitant dispose d'un registre recensant les formations et les attestations de formation des personnels intervenant. Les consignes de sécurité sont accessibles dans le plan de prévention. Un registre de sécurité est en place dans le poste de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection a contrôlé un aérogénérateur, sur les 5 présents dans l'installation (T1). L'intérieur de celui-ci est propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. [...]
Constats : Les installations sont contrôlées annuellement, les 3 arrêts sont testés sur le site. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Les brides de fixation sont contrôlées périodiquement. Les fréquences de maintenance sont semestrielles. Le dernier contrôle a été réalisé en mars 2022. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant a présenté son registre informatique recensant les interventions de maintenance qui ont été effectuées, ainsi que les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 20
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Depuis le mois d'août 2022, l'exploitant envisage de changer son mode de fonctionnement en stockant les huiles de vidange des aérogénérateurs pendant 2 à 3 semaines dans un conteneur au pied de l'une des éoliennes du parc (T1). Depuis mi-2022, les huiles usagées seront désormais évacuées par la société Colleco. L'inspection rappelle à l'exploitant que ce type de stockage temporaire de déchets dangereux n'est pas autorisé sur des terrains agricoles. Une autre procédure doit être envisagée pour la prochaine campagne de maintenance prévue début 2023. La dernière opération de maintenance a eu lieu en juin 2022. Les huiles ont été transférées chez Deutsch Windtechnik en Allemagne, sans document de transfert transfrontaliers de déchets. Aucun bordereau de suivi de déchets n'a été rédigé. La prescription n'est pas respectée. L'exploitant doit fournir à l'inspection les justificatifs de transport, de passages transfrontaliers, de traitement et d'élimination des huiles usagées évacuées lors des dernières opérations de maintenance. L'inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de trois mois, de respecter les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, en fournissant les justificatifs des transferts et des intervenants de la filière d'élimination de ses huiles usagées (déchets dangereux), pour les dernières opérations de maintenance effectuées en 2021 et 2022. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées dans chaque éolienne ainsi que dans le poste de livraison et sont recensées dans le plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats : Les éoliennes ne sont pas équipées de détection incendie permettant d'informer l'exploitant ou le service de maintenance d'une entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de trois mois, de respecter les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, qui lui impose l'installation d'un système de détection, dans chaque aérogénérateur, permettant d'alerter l'exploitant ou une personne désignée, en cas d'incendie. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Les extincteurs sont en place et vérifiés annuellement. L'inspection a contrôlé la présence des extincteurs dans un aérogénérateur, sur les 5 présents dans l'installation (T1). L'inspection n'a pas d'observation sur le contrôle de la prescription de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susmentionné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
Constats : Les aérogénérateurs ne sont pas dotés de système de détection de glace. La prescription n'est pas respectée. L'exploitant n'a pas apporté les éléments démontrant que cette prescription n'est pas applicable pour ses installations. L'inspection propose à Monsieur le préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de trois mois, de respecter les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, qui lui impose l'installation d'un système permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales des aérogénérateurs. L'exploitant peut également démontrer, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace auquel cas la prescription n'est pas applicable. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 28.I.
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée : I. L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.
Constats : Aucune étude acoustique n'a été réalisée depuis la mise en service du parc en 2009. Aucune plainte du voisinage n'a été relevée.
Observation: compte-tenu de la date de mise en service des aérogénérateurs en 2009, cette prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, articles 30 et 31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle. Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. [...]
Constats : L'attestation de garanties financières, à jour, a été transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure la société SEPE de Fresnes-en-Saulnois de respecter certaines
prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Fresnes-en-Saulnois

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la décision préfectorale du 25 juillet 2012 prenant acte de l'antériorité autorisant la société d'exploitation du parc éolien - SEPE de Fresnes en Saulnois à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Fresnes en Saulnois ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du **XXXX** relatif à la visite d'inspection du 7 octobre 2022 ;

VU le courrier du **XXX** informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

VU le courrier de la société SEPE de Fresnes en Saulnois présentant ses observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société d'exploitation du parc éolien - SEPE de Fresnes en Saulnois est tenue de respecter les dispositions des articles 20, 23 et 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé respectivement relatifs à l'élimination des déchets, au système de détection incendie et au système de détection de formation de glace ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que l'exploitant ne peut pas justifier que les déchets dangereux (huiles usagées) sont éliminés dans des filières dûment autorisées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que les aérogénérateurs ne sont pas équipés d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection réalisée le 7 octobre 2022, il a été constaté que les aérogénérateurs ne sont pas équipés d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur à moins que l'exploitant démontre qu'ils en sont exemptés ;

CONSIDÉRANT par conséquent que certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié ne sont pas respectées ;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : "*Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle*

incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine." ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de l'exploitant à la date du XX à l'information relative à la sanction envisagée OU que la réponse de l'exploitant n'apporte pas d'élément nouveau ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

A R R Ê T É

Article 1er :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, en fournissant les justificatifs des transferts et des intervenants de la filière d'élimination de ses huiles usagées (déchets dangereux), pour les dernières opérations de maintenance effectuées en 2021 et 2022.

La SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois, la procédure concernant la gestion des déchets dangereux générés par son installation. Cette procédure doit identifier la filière d'élimination de ces déchets et mentionner les documents réglementaires ad hoc.

Article 2 :

La société SEPE de Fresnes-en-Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation de détecteurs, dans chaque aérogénérateur, permettant d'alerter l'exploitant ou une personne désignée, en cas d'incendie.

Article 3 :

La société SEPE de Fresnes en Saulnois est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Fresnes-en-Saulnois, les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, dans un délai de 3 mois, qui lui impose l'installation d'un système permettant de détecter ou de réduire la formation de glace sur les pales des aérogénérateurs. L'exploitant peut également apporter la démonstration, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques que les installations ne sont pas susceptibles de générer un risque de projection de glace.

Articles d'exécution